

Des unités spécialisées de gendarmes pour maintenir l'ordre public

La lutte contre le pillage de sable s'intensifie



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3538 - Mardi 14 avril 2015 - Prix : 10 DA

Instruction ferme de Belaiz

Délivrance de la carte d'identité nationale le jour du dépôt

Page 2

En grève de trois jours à partir d'aujourd'hui

Les enseignants du supérieur reviennent à la charge

Page 4

Un laboratoire nommé la Libye

Par Mohamed Habili

Le dialogue entre Libyens a repris hier à Alger avec une discrétion inhabituelle, qui par elle-même dit assez qu'on ne s'attend pas à ce que ce nouveau round débouche sur le but recherché, à savoir la formation d'un gouvernement d'union nationale. Il est évident que pour les Nations unies, qui parrainent ces négociations, mais également pour l'Algérie, le pays hôte, tout vaut mieux que la rupture du dialogue, alors même que celui-ci donne le sentiment de tourner en rond, et que les violences se poursuivent comme si de rien n'était. La veille de cette énième rencontre, l'ambassade du Maroc et celle de la Corée du Sud ont fait l'objet d'attaques à Tripoli, à un moment dont la marque générale n'est pas tant l'intensité des affrontements que l'instabilité qu'ils entretiennent. La Libye a plus que jamais besoin que la communauté internationale soit à ses côtés, l'aide à retrouver sa stabilité et son unité, davantage en tout cas aujourd'hui qu'il y a quatre ans, quand elle était intervenue pour abattre le régime de Kadhafi, qui du moins tenait le pays. Un régime dictatorial, c'est toujours mieux que pas d'Etat du tout, ce qui est le cas aujourd'hui dans ce pays. C'est que d'une dictature, on peut toujours sortir, mais d'une situation dont la principale caractéristique est l'impuissance de l'ensemble des acteurs politiques, une incapacité généralisée, on ne peut s'extraire dans un horizon prévisible.

Suite en page 3

Boudiaf annonce le lancement des concours de recrutement

80 000 professionnels de la santé concernés



Ph > E. Soraya/J. A.

«Une autorisation spéciale du Premier ministre Sellal a permis l'ouverture de ces concours», a indiqué le ministre, insistant sur la nécessité d'informer l'ensemble des concernés pour prendre part à cette opération. Ces concours concernent les 11 corps de la santé, à savoir : les médecins spécialistes, les médecins généralistes, les dentistes, les pharmaciens, les infirmiers, les administrateurs de service de la santé, les sages-femmes, les anesthésistes et réanimateurs, ainsi que les biologistes, les auxiliaires médicaux et les physiciens.

Lire page 2

Messahel au dialogue autour de la crise en Libye

«Seuls les Libyens peuvent mettre fin à leur crise»

Page 3

La ministre de la Culture Nadia Labidi

«Constantine capitale de la culture arabe» n'est qu'un début...

Page 13

Boudiaf annonce le lancement des concours de recrutement

80 000 professionnels de la santé concernés

«Une autorisation spéciale du Premier ministre Sellal a permis l'ouverture de ces concours», a indiqué le ministre, insistant sur la nécessité d'informer l'ensemble des concernés pour prendre part à cette opération. Ces concours concernent les 11 corps de la santé, à savoir : les médecins spécialistes, les médecins généralistes, les dentistes, les pharmaciens, les infirmiers, les administrateurs de service de la santé, les sages-femmes, les anesthésistes et réanimateurs, ainsi que les biologistes, les auxiliaires médicaux et les physiciens.

De notre envoyée spéciale à Ouargla, Meriem Benchaouia

Les concours de recrutement des professionnels de la santé vont être lancés dans quelques jours, a annoncé, hier, Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, lors d'une visite d'inspection dans différents établissements de soins dans la wilaya de Ouargla et ce, en marge de la tenue de la rencontre

Santé au sud Fin de la rencontre nationale

C'EST HIER que les travaux de la rencontre nationale sur la santé au sud ont pris fin. La clôture a été sanctionnée par la prise de mesures urgentes. En effet, en ce qui concerne les urgences médico-chirurgicales, il a été convenu à la mise en place de plans locaux pour la création de SAMU couvrant tout le territoire de la wilaya, en étroite coordination avec les autres secteurs intervenants et la mise en place d'un programme spécifique de formation complémentaire au profit des personnels exerçant au niveau des nouvelles unités de réanimation médicale. En matière d'urgences de cardiologie, il a été procédé à la mise en place d'un programme spécifique de formation complémentaire au profit des médecins généralistes et des personnels paramédicaux et l'acquisition de salles de cathétérismes dans le cadre d'un réseau de prise en charge et l'acquisition par l'administration centrale, de clino-mobiles adaptés et équipés en fonction des besoins exprimés. A la lumière des travaux des différents ateliers, et en appui à toutes ces actions à l'indicatif des DSP, et en sus des décisions qui viennent d'être annoncées, d'autres points structurants sont à l'indicatif de l'administration centrale et feront partie du plan stratégique global qui sera soumis au Gouvernement. Ce plan abordera toute la problématique de l'organisation à mettre en place et des ressources à mobiliser à court et moyen termes à l'effet d'amener l'offre de santé dans les wilayas du sud aux normes et aux meilleurs standards. Dans ce cadre, il est décidé la mise en place d'un organe permanent chargé de l'évaluation et du suivi de la mise en œuvre des actions identifiées, et la mise en place d'un groupe de travail, chargé de finaliser le rapport ministériel sur la stratégie de développement durable de la santé au niveau des wilayas du Sud. Ce rapport sera soumis au Gouvernement et remis au Président de la République.

M. B.

nationale sur «la santé dans le Sud». «Ces concours de professionnalisation et d'évolution de carrière concernent l'ensemble des professionnels de la santé dont quelque 60 000 paramédicaux et 14 000 médecins», a-t-il affirmé. A cet effet, M. Boudiaf a instruit les directeurs de la santé des wilayas de veiller à la préparation et à la bonne marche de ces examens. Le lancement de ces épreuves a été décidé après concertation avec le Premier ministre. «Une autorisation spéciale du Premier ministre Sellal a permis l'ouverture de ces concours», a indiqué le ministre, insistant sur la nécessité d'informer l'ensemble des concernés pour prendre part à cette opération. Ces concours concernent les 11 corps de la santé, à savoir: les médecins spécialistes, les médecins généralistes, les dentistes, les pharmaciens, les infirmiers, les administrateurs de service de la santé, les sages-femmes, les anesthésistes et réanimateurs, ainsi que les biologistes, les auxiliaires médicaux et les physiciens. Ils se dérouleront à partir du 23 mai prochain et les inscriptions ont commencé le 14 de ce mois.

Une commission spéciale au niveau du ministère pour étudier les dossiers

Dans le même contexte, le ministre a demandé aux directeurs de la santé et de la population (DSP) de préparer «les plans de recrutement» en fonction des postes budgétaires. Par ailleurs, M. Boudiaf a inauguré hier le premier hôpital psychiatrique dans la wilaya de Ouargla, d'une capacité



Ph/E. Soreyaji/A.

de 120 lits. Inspectant les différents services de cet établissement, M. Boudiaf a annoncé son renforcement, «dans les prochains jours», par des médecins spécialistes, dans le cadre d'un programme national portant affectation de 2 200 nouveaux médecins spécialistes. Le ministre a, en outre, instruit les responsables de cet hôpital de se lancer «immédiatement» dans la prise en charge des malades, tout en veillant à la «préservation de l'hygiène et des équipements». A vocation régionale, cette structure de santé publique est appelée à prendre en charge des malades souffrant de troubles psychiques du sud du pays, dans la perspective de le transformer, en terme, en un hôpital universitaire, a-t-on expliqué sur place. La réalisation de cet hôpital a nécessité une enveloppe de plus de 20 milliards de dinars. Après avoir sillonné plusieurs centres de soins pour

s'enquérir de la situation du secteur de la santé, le ministre a fait escale au niveau du service nucléaire en phase d'achèvement au niveau de l'hôpital Mohamed-Boudiaf. Il a exprimé sa satisfaction quant à la qualité de cet ouvrage, ainsi que le fonctionnement du secteur de la santé dans cette wilaya, affirmant que tous les indices sont «positifs».

1 milliard de DA pour le renforcement du contrôle sanitaire aux frontières

Une enveloppe de 1 milliard de DA a été consacrée pour le renforcement des postes de contrôle sanitaire aux frontières. Le chiffre a été révélé hier par le ministre de la Santé. «Une action qui sera soutenue par une opération d'acquisition de matériel», a-t-il affirmé. S'agissant de la situation épidé-

miologique, M. Boudiaf a insisté sur «le développement, le renforcement et l'accompagnement des programmes spécifiques aux wilayas du Sud afin d'assurer leur pérennité, notamment en matière de contrôle des frontières», avec comme perspective «une dimension sous-régionale impliquant les pays frontaliers dans le cadre d'une coordination avec les organismes internationaux pour mieux lutter contre ces maladies». Les programmes concernés sont notamment le plan de lutte contre l'envénement scorpionique, le trachome, le paludisme et les maladies à transmission vectorielle, les foyers résiduels de la bilharziose ainsi que le renforcement et la surveillance épidémiologique au niveau des wilayas frontalières compte tenu des menaces sanitaires provenant des pays voisins.

M. B.

Instruction ferme de Belaiz

Délivrance de la carte d'identité nationale le jour du dépôt



Ph/Zalouk/A.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaiz, a instruit hier l'ensemble des chefs de daïras du pays de délivrer la carte d'identité nationale le jour même du dépôt des dossiers.

Le ministre, qui s'exprimait en marge de sa visite de travail dans la wilaya de Tizi Ouzou, a saisi l'occasion, lors de sa halte au siège de la daïra de Draa Ben Khedda (11 km à l'ouest de Tizi Ouzou), pour ordonner aux chefs de daïras de procéder à la délégation de signature des documents au profit des

secrétaires généraux afin de réduire les délais de leur délivrance. Pour Belaiz, il est inacceptable que le citoyen attende deux jours voire même un jour pour se faire délivrer sa carte d'identité. Le ministre de l'Intérieur a, par ailleurs, insisté sur l'impérativité d'associer les citoyens à travers les comités de villages et les organisations de la société civile dans l'élaboration et la gestion des projets de développement au niveau des collectivités locales pour mettre en œuvre la démocratie participative prônée par le gou-

vernement. Sollicité par des présidents d'Assemblées populaires communales relevant de la daïra de Draa Ben Khedda pour plus d'éclaircissements au sujet de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités mise en œuvre récemment en remplacement de l'ex-FCCL, Belaiz a souligné l'importance de la participation des citoyens dans l'opération d'identification des besoins de chaque commune pour qu'ils puissent bénéficier des financements nécessaires. Dans le même sillage, il les assurés de la disponibilité de la ressource financière nécessaire à la réalisation de tous les projets que proposeront les Assemblées locales et valideront les commissions d'arbitrage. Le ministre a insisté une nouvelle fois sur la nécessité d'associer les citoyens pour établir des projets prioritaires de développement de leur commune, tout en précisant qu'une enveloppe financière de l'ordre de 150 milliards de dinars, dont 100 milliards en PCD et 50 milliards dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie, a été mobilisée pour l'année 2015 pour le besoin du financement des projets de développement au niveau de toutes les communes du pays. Il est à noter enfin que le ministre de l'Intérieur a, à l'occasion de sa visite, inspecté plusieurs projets réalisés ou en voie de réalisation dans les communes de Draa Ben Khedda, Tizi Ouzou, Tizi Rached et Ouaguenoune.

Hamid Messir

-Des unités spécialisées de gendarmes pour maintenir l'ordre public-

La lutte contre le pillage de sable s'intensifie

«On ne se limite plus à l'arrestation du chauffeur du camion et la saisie du sable, mais on procède à l'identification des membres de l'ensemble du réseau à commencer par l'éclaircur. Tous les moyens seront mobilisés», a précisé l'officier supérieur.

Par Louiza Ait Ramdane

Des unités spécialisées, groupes d'intervention et de neutralisation (GIN) ont été déployés pour lutter contre le fléau de pillage de sable à Jijel. C'était à l'occasion d'une opération coup de poing initiée dès la tombée de la nuit de lundi à mardi. Ce groupement créé en renforcement de Groupement d'intervention et de réserve (GIR), est chargé du maintien de l'ordre public dans le cadre du plan spécial de lutte mis en œuvre à la fin de l'année 2014 afin de faire face à ce fléau. La finalité de cette coopération entre le groupement de GIN et de GIR est de mettre un terme au comportement agressif des criminels pilliers de sable qui ne reculent devant aucun dispositif répressif. Depuis sa mise en place, les enquêtes sur cette forme de criminalité ont été confiées à la section de recherches. La nouvelle stratégie porte essentiellement sur le démantèlement des réseaux de trafic à travers le renforcement du renseignement et le contrôle routier ainsi que l'adaptation du plan de lutte. «On ne se limite plus à l'arrestation du chauffeur du camion et la saisie du sable, mais on procède à l'identification des membres de l'ensemble du réseau à commencer par l'éclaircur. Tous les moyens seront mobilisés», a précisé l'officier supérieur Achour Hamel.



rons de 23h, les citoyens de Jijel étaient sans doute surpris par un déploiement de la gendarmerie, dans le cadre d'un dispositif pour une énième opération coup de poing sur le terrain. Deux pilliers de sable arrêtés lors de cette descente nocturne au quartier Kotama à quelques mètres de la plage où ils chargeaient un camion de sable pour le revendre à Jijel. A moins d'une heure, un autre trafiquant a été également arrêté dans la périphérie de Jijel. Le responsable de la communication de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Abdelhamid Kerroud a indiqué que ce dispositif renforcé vise à sauver les plages de la wilaya menacées de «disparition à cause de ce phénomène». «Nous menons quotidiennement une lutte acharnée sur les pilliers de sable», a déclaré hier soir le lieutenant-colonel Achour Hamel, chef d'état-major du groupement de la Gendarmerie nationale, lors d'une virée nocturne. «Ce dispositif a réduit presque à néant ce trafic qui a connu une baisse durant les trois premiers mois de l'année en cours», a-t-il ajouté. Cet officier a

également indiqué, à ce propos, que la Gendarmerie nationale «entend consolider sa présence sur le terrain pour combattre, de jour comme de nuit, les prédateurs de l'environnement, notamment les pilliers de sable dont l'extraction constitue une sérieuse menace pour l'écosystème et les habitations riveraines». L'extraction illégale du sable avec toutes ses conséquences désastreuses sur l'environnement s'est largement répandue depuis quelques années dans la wilaya de Jijel, au point de devenir un enjeu lucratif pour de nombreuses personnes.

«Chakpa» hors d'état de nuire à l'environnement

Des quantités énormes de sable sont extraites de la côte jijelienne pour aller alimenter les différents chantiers de construction aussi bien du côté de la wilaya de Skikda que de Jijel. Le blocage opéré sur la route a du moins neutralisé le mouvement des pilliers dans l'une de ces deux directions.

De nombreux pilliers de sable ont été ainsi traqués et leur marchandise a été confisquée au cours de plusieurs opérations qui se poursuivent toujours. Parmi les nouvelles mesures prises par le corps de la gendarmerie, la création d'une banque de données sur les entrepreneurs activant dans la wilaya, le recensement des camions et des ouvriers des entreprises de matériels de construction ainsi que les garages qui peuvent constituer d'éventuels lieux de stockage du sable. Ce dispositif renforcé a conduit à l'arrestation du trafiquant du plus renommé, en l'occurrence Mohamed K., connu sous le sobriquet de «Chakpa» qui a créé une société «de pillage de sable», l'affichant publiquement sur ses camions. Le phénomène de pillage de sable ne peut résister à la détermination des services de sécurité. Le groupement de la gendarmerie de Jijel a expliqué que des opérations de grande envergure sont régulièrement menées au niveau des sablières recensées dans la wilaya.

L. A. R.

Messahel au dialogue autour de la crise en Libye

«Seuls les Libyens peuvent mettre fin à leur crise»

«Nous sommes convaincus que la seule et unique solution est celle que les Libyens apporteront en toute souveraineté», a souligné, hier à Alger Messahel à l'ouverture du 2^e round du dialogue interlibyen, sous l'égide de l'ONU. «Il est de notre devoir, en tant que frères, pays voisins et partenaires internationaux de la Libye, d'accompagner les Libyens en toute sincérité et avec beaucoup de persévérance pour mener le pays à bon port et faire régner la paix, l'unité et le bien-être en son sein», a souligné le ministre. «Nous sommes appelés à les encourager pour qu'ils prennent des mesures audacieuses à même de parvenir à un apaisement de la situation en prélude à la solution pacifique», a-t-il affirmé. Pour ce faire, «l'Algérie appelle tous les frères à faire primer les intérêts suprêmes du peuple libyen, à être à la hauteur des grands sacrifices consentis par les enfants de la Libye et à conjuguer leurs efforts pour la formation d'un gouvernement d'union nationale». L'Algérie a appelé, par la voix de Messahel, les frères libyens «à mettre fin aux hostilités et à instaurer le cessez-le-feu auquel a appelé le Conseil de sécurité». Après avoir réaffirmé le soutien constant de l'Algérie aux efforts onusiens visant à consacrer la sécurité, la paix et la stabilité en Libye, «loin de toute ingérence étrangère et dans

le respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale», Messahel a estimé que «l'ennemi de la Libye n'est autre que le terrorisme, l'instabilité et le chaos». «Seules l'unité et la détermination sont à même de venir à bout des traverses», a souligné le ministre précisant que «les Libyens sont connus pour leur sagesse, courage et haut sens de patriotisme, autant de qualités qui leur permettront d'être à la hauteur du défi». Par ailleurs, Messahel a exprimé «la reconnaissance par l'Algérie des efforts inlassablement déployés par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Bernardino León et ses assistants». Il a réaffirmé, dans ce contexte, «le soutien de l'Algérie à sa démarche visant à parvenir à une solution politique à travers le dialogue interlibyen visant la formation d'un gouvernement d'union nationale capable de garantir l'unité de la Libye, son intégrité territoriale et sa stabilité et de lutter efficacement contre le terrorisme, afin que le peuple libyen frère puisse, à l'instar des autres peuples, réaliser ses aspirations au progrès et au bien-être à la faveur d'une Libye nouvelle. Par ailleurs, l'Algérie est «très soucieuse» d'un règlement de la crise en Libye qui mette fin à la division et favorise la concrétisation de la sécurité et de la stabilité, a affirmé Ahmed Jibril, un des person-

nalités libyennes au dialogue d'Alger. «Les Libyens sont convaincus que l'Algérie est très soucieuse d'un règlement de la crise qui mette fin à la division et favorise la concrétisation de la sécurité et de la stabilité», a-t-il indiqué. Le chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye, Bernardino León, a lui aussi indiqué qu'une solution politique à la crise en Libye était «proche», appelant les parties en conflit à concrétiser leur dialogue par un «accord écrit». «Nous sommes proches d'une solution politique, malgré les difficultés qui subsistent», a déclaré León en faisant savoir que «c'est la première fois que des représentants très importants des principaux groupes politiques de la Libye vont discuter d'un projet d'accord final, un accord de paix pour la Libye». «Nous sommes ici pour adresser un message fort pour que plus aucun Libyen ne soit tué à l'avenir et pour que tous les Libyens puissent vivre ensemble», a-t-il soutenu, déplorant les attaques terroristes menées, dans la nuit d'hier et avant-hier, contre les ambassades de Corée du Sud et du Maroc. Pour lui, «ceux qui refusent la démocratie et ceux qui sont pour l'extrémisme, le radicalisme et le terrorisme s'excluront d'eux-mêmes de la démocratie» qui consiste, a-t-il dit, à «accepter l'autre et à ouvrir le dialogue».

Tinhine Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Un laboratoire nommé la Libye

Suite de la page une

Le risque est même très grand pour le pays qui en souffre qu'il soit condamné à s'y enfoncer un peu plus à chaque tentative qu'il fait pour s'en délivrer. Or la Libye ne peut pas rester désunie et néanmoins souveraine. Elle ne doit d'ailleurs d'avoir conservé son unité territoriale, sinon politique, que parce qu'elle se trouve toujours sous le régime du chapitre 7 des Nations unies. C'est son statut de pays placé sous tutelle internationale qui la sauve, ou plutôt la maintient au bord de l'abîme, mais cette espèce de statu quo, d'état de ni guerre ni paix, ne peut pas durer indéfiniment. Mais paradoxalement c'est aussi parce que cet état n'est pas aussi dramatique que celui dans lequel se trouvent pour l'heure des pays comme la Syrie, l'Irak, et désormais le Yémen, qui fait que la communauté internationale n'en fait pas une priorité, n'accourt pas à son chevet, pour le sauver de lui-même et empêcher que sa maladie ne déborde sur son voisinage. D'une certaine façon, la Libye est un pays oublié, abandonné à son sort, même si l'ONU paraît encore s'y intéresser. Mais, justement, quand il n'y a plus que l'ONU pour se soucier du sort d'un pays, c'est le meilleur signe que le reste du monde s'en est détourné. Autant les Occidentaux se sont saisis de la première occasion offerte pour renverser Kaddafi, autant ils se sont ingéniérés depuis à porter le regard ailleurs que sur lui, alors même qu'il est devenu de plus en plus évident que par lui-même il est incapable de se tirer d'affaire, de retrouver sa stabilité. En fait, la Libye n'est pas seulement un pays isolé, c'est aussi un pays étroitement surveillé. On serait tenté d'ajouter qu'il est rigoureusement encerclé, comme pourrait l'être un pays atteint d'une grave épidémie, et qu'il faut contenir à tout prix. Rien ne devrait pouvoir y entrer ni en sortir. Ce n'est que sous cette poigne de fer qu'il peut servir de laboratoire à la doctrine américaine vis-à-vis de l'islamisme, suivant lequel celui-ci est le mieux à même de placer sous sa dépendance sa propre maladie infantile : le jihadisme global. Un gouvernement d'union nationale ferait coexister les deux gouvernements, celui de Tobrouk et celui de Tripoli, et donc deux visions, deux idéologies, qui jusque-là n'ont fait que s'affronter. Le partage du pouvoir entre eux deux tarifierait à la source le terrorisme, dont le trait principal est qu'il se joue des frontières.

M. H.

En grève de trois jours à partir d'aujourd'hui

Les enseignants du supérieur reviennent à la charge

■ Après l'Education, la paralysie de la grève donne rendez-vous à l'enseignement supérieur avec une grève de trois jours à partir d'aujourd'hui. Les grévistes réclament notamment la révision du statut particulier de l'enseignant-chercheur.

Par Yasmine Ayadi

Le Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) a lancé son appel à un mouvement

Conjoncture en Algérie Baisse de l'indice de confiance des chefs d'entreprise

L'INDICE de confiance des chefs d'entreprise en Algérie a enregistré, en mars dernier, une nouvelle baisse de 5 points, en recul de 2 points par rapport à février dernier, indique l'enquête mensuelle du Forum des chefs d'entreprise (FCE). Le baromètre de confiance, calculé sur la base des perspectives de production, le volume des commandes et le niveau des stocks, résulte d'une comparaison avec ceux des principaux partenaires de l'Algérie. Selon l'enquête, l'examen comparé des valeurs atteintes en février et mars par les 3 éléments constitutifs de cet indice synthétique impute à la variation défavorable du stock des produits fabriqués, ce recul de l'indice de mars. L'indicateur du niveau des stocks des produits a augmenté de 9 points par rapport à février traduisant ainsi une hausse du niveau des stocks en raison d'un plus faible écoulement de la production réalisée, alors que pour les 2 autres indicateurs on relève par contre une hausse de 3 points de l'indice du carnet des commandes (-32 en février et -29 en mars) et de 1 point de l'indice des perspectives de production pour les 3 prochains mois qui passent de 12 en février à 13 en mars. Par secteur d'activités économiques, la détérioration de la situation signalée par les industriels de l'agroalimentaire est, en grande partie, à l'origine du recul de l'indice de confiance global, l'effet des autres secteurs est comparativement plus faible au regard de l'ampleur de la baisse de leurs indices respectifs qui est de 16 points pour les industries agroalimentaires et seulement de 2 points pour le BTPH et pour les Industries hors agroalimentaires.

Une amélioration de la situation à relever pour l'indicatif du secteur des services dont l'indice gagne un point en passant de -2 en février à -1 en mars.

Les résultats de l'enquête de mars 2015, comparés à ceux du même mois de 2014 indiquent une meilleure situation en mars 2015. Pour rappel, l'indice de confiance global était de -10 en mars 2014 contre -5 en mars 2015, il reste stable au niveau de l'UE et de la France, respectivement -3 et -7.

Samy Gh.

de protestation à travers lequel il compte défendre une plateforme de revendications en attente d'une prise en charge de la part du département de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le statut particulier de l'enseignant-chercheur, les conditions socioprofessionnelles des enseignants, la démocratisation de l'université, les logements de fonction, l'opacité du système LMD et ses fâcheuses retombées sur la qualité de l'enseignement sont autant de questions qui alimentent la protestation des enseignants universitaires. Le Cnes a en effet fait de son refus des amendements portés sur le statut particulier de l'enseignant-chercheur considéré que le statut amendé impliquait un recul par rapport au texte initial.

Cette organisation syndicale déplore les tergiversations de la tutelle à respecter ses engagements depuis 2008, l'année de la promulgation du statut particulier de l'enseignant-chercheur.

A cet effet, le Cnes procédera dans un premier temps d'une grève de trois jours en attendant une réunion prochaine au cours de laquelle il sera décidé l'adoption ou le rejet d'une grève illimitée, note le syndicat.

Selon la même source, «le conseil qui maintient sa session ouverte, se réunira samedi prochain pour adopter les décisions nécessaires dans la perspective d'une grève illimitée si la tutelle persiste dans son mépris.



Sit-in des étudiants et enseignants à Tizi ouzou

La protestation fait décidément son retour à l'université. Puisqu'un mouvement de contestation a été enclenché avant-hier au niveau des campus universitaires Hasnaoua I et Hasnaoua II. Des dizaines d'étudiants, enseignants et agents techniques et de service (ATS) se sont rassemblés pour demander «l'amélioration des conditions socio-pédagogiques et professionnelles» au sein de cette université. Au niveau du campus universitaire Hasnaoua I, des

représentants de la coordination des étudiants, enseignants membres du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) et personnel ATS affiliés au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), né à l'issue d'une rencontre de deux jours entre ces trois composantes de la communauté universitaire, ont insisté sur l'importance de «conjuguer leurs efforts et de s'unir afin de faire aboutir leurs revendications». Les intervenants ont souligné que leur plateforme de revendications se rejoignent autour d'un socle

commun axé sur quatre axes principaux à savoir, «mettre fin à des dysfonctionnements au sein de l'université de Tizi Ouzou, garantir l'hygiène et la sécurité au niveau des campus, élaborer un plan d'urgence pour la réhabilitation de l'infrastructure et refuser le projet de morcellement et d'éclatement de cette université». A rappeler qu'une délégation du ministère de l'Enseignement supérieur, s'était déplacée le 31 mars dernier, à Tizi Ouzou et a rencontré les différents protagonistes dans le but de contribuer à lever des contraintes signalées.

Y. A.

Oliveraies décimées par les incendies

Près de 3 000 ha d'oliviers réimplantés cette année

Une opération de réimplantation des oliveraies décimées par les incendies ces dernières années a été réalisée par la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Béjaïa cette année encore dans 42 communes de la wilaya. Elle a débuté du 10 et elle a été achevée le 26 mars dernier; quoi qu'elle ait été étalée d'une semaine ou un peu plus vu le retard accusé pour son lancement. Cette opération qui entre dans le cadre des projets à initiatives locales a touché 7 900 fellahs de la wilaya pour une superficie totale de 2 850 hectares, dont 335 ha dans la haute Soummam, 1 295 dans la basse Soummam, 315 dans la plaine, 25 ha à Kherrata et 680 ha à Adekar. 24

points ont été désignés pour la distribution de 285 000 oliviers à l'occasion. Il y a lieu de rappeler que l'opération d'implantation d'oliviers a touché une superficie de 850 hectares l'an dernier. Pour rappel, pas moins de 740 ha pour 74 000 oliviers ont été réimplantés l'an dernier dans plus de 20 communes, montagneuses ou à vocation essentiellement agricole. Une opération qui visait aussi à réimplanter les oliviers détruits par les incendies qui avaient occasionné d'énormes dégâts entre 2008 et 2010. Il y a lieu de rappeler que la wilaya de Béjaïa possède 52 000 ha d'oliviers dont une superficie de 50 ha environ en rapport ou en production, soit un peu plus de 4,4 millions

d'oliviers. Par ailleurs, le parc des huileries de la wilaya compte 432 unités, d'une capacité de trituration théorique de 1 800 quintaux/heure. Sur ces 432 huileries, 40 sont modernes, mises en fonction avec le concours financier du Fonds national de développement agricole (FNDR), alors que 77 autres ont été concrétisées sur fonds propres. La wilaya de Béjaïa reste le leader en matière de production d'huile d'olive dans le pays avec cette année qui est de 19,3 millions de litres d'huile produits cette année pour le rendement moyen qui était de 22 litres par quintal selon Haddache de la Direction des services agricoles de la wilaya de Béjaïa. H. Cherfa

Sit-in des postulants à l'habitat rural devant le siège de daïra de Baghliä

Plus de 2 500 dossiers d'aide en attente

Plus de cinquante individus de la commune de Baghliä, postulants à l'aide de l'Etat dans le cadre de l'opération d'aide à l'habitat rural, ont observé, avant-hier, un sit-in devant le siège de l'APC avant de rallier le siège de la daïra. Ils réclament des éclaircissements concernant les dossiers déposés depuis plus d'une année. Les protestataires impatients, affirment que les dos-

siers ont été traités et validés au niveau de la Caisse nationale du logement de Boumerdès et le blocage se situe au niveau local.

Joint, le chef de la daïra de Baghliä, Amar Sadat, a indiqué que plus de 2 500 dossiers de demandes d'aide ont été enregistrés au niveau de son arrondissement dont 1 500 dossiers des habitants ruraux de la commune de Baghliä et

plus de 1000 autres dossiers des communes de Sidi-Daoud et de Taourga. Il a rassuré les citoyens que tous les dossiers ont été traités et transmis à la Caisse nationale du logement de Boumerdès qui ont reçu un avis favorable. Ajoutant qu'«il ne reste que l'accord du ministère de tutelle pour délivrer les aides allouées». Toutes les contraintes ont été levées pour encourager les rési-

dents à construire leur logement. Pour preuve, les facilitations ont été accordées aux habitants des régions rurales qui ne disposent pas de documents, à savoir les actes de propriété ou des terrains dans l'indivision. Des autorisations de construction sont délivrées aux postulants pour bénéficier de cet apport financier pour encourager l'habitat rural. A.Kichni

Production Bilan 2014

Hausse de la production industrielle publique

■ Pour les industries manufacturières, l'organisme public des statistiques indique qu'elles ont connu une reprise «appréciable» de 4,7% durant le 4^e trimestre.

Par Maya Gh.

La production industrielle du secteur public a enregistré une hausse de plus de 4% en 2014, un taux appréciable qui n'a pas été enregistré depuis 2005 lorsqu'il était de 6,5%, a appris lundi l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Après une reprise relativement modérée de 0,9% enregistrée en 2013, la production industrielle du secteur public national a affiché un relèvement appréciable avec une augmentation de 4,7% en 2014 dont des hausses de 4,9% et de 5,9% durant les 2^e et 3^e trimestres, res-

pectivement.

En 2012, la production industrielle du pays avait connu une légère hausse de 1,6% contre 0,4% en 2011, précisent les dernières données de l'ONS.

Hors hydrocarbures, le taux de croissance industrielle a atteint 2,7% en 2014 contre 2,3% en 2013, 5,5% en 2012 et 2,4% en 2011, ajoute la même source.

Pour les industries manufacturières, l'organisme public des statistiques indique qu'elles ont connu une reprise «appréciable» de 4,7% durant le 4^e trimestre.

La croissance de la production industrielle du secteur public a été réalisée en 2014 grâce à une amélioration de la production dans certains secteurs dont l'énergie, les industries agroalimentaires, les mines et carrières et l'industrie des cuirs.

M. Gh./APS



Bouchouareb au sujet du code de l'investissement Examen du projet par le gouvernement la semaine prochaine

LE PROJET d'amendement du code de l'investissement sera présenté au gouvernement la semaine prochaine, a indiqué, lundi à Alger, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb. «Le projet du code de l'investissement sera soumis au gouvernement la semaine prochaine pour approbation, et présenté ensuite au Parlement», a précisé le ministre à la presse en marge de l'inauguration du 3^e Salon national de la sous-traitance qui se tient du 13 au 16 avril au Palais des expositions (Alger). La nouvelle mouture du code de l'investissement, a souligné le ministre, devra inclure des facilitations pour encourager les investissements à même de contribuer à l'amélioration du climat des affaires. Le texte, rappelle-t-on, porte sur quatre volets essentiels relatifs, respectivement, à la simplification des procédures, à l'adéquation entre le système d'incitations et la politique économique, à l'ajustement du cadre de régulation des Investissements directs étrangers (IDE) et à la révision du statut et des missions de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), avait déjà fait savoir le ministre dans un entretien accordé précédemment à l'APS. Outre l'amendement du code de l'investissement, promulgué en 2001 et modifié une douzaine de fois dans certaines de ses dispositions, un ensemble de textes et de dispositions doivent être «liftés, améliorés et durablement stabilisés», avait précisé Bouchouareb. Il sera question également d'introduire des dispositions facilitant le financement des PME et stimuler leur compétitivité ainsi qu'au développement de la sous-traitance. Slim Y.

Production La collecte de lait cru a triplé, mais demeure insuffisante

La collecte de lait de vache cru a triplé dans la wilaya de Tissemsilt dépassant le un million de litres en 2014 contre 330 000 en 2013, mais cette quantité reste toutefois insuffisante malgré le nombre important de vaches laitières et les potentialités de la région, a-t-on indiqué dimanche à la Direction des services agricoles (DSA).

Cette hausse record a été possible grâce notamment à l'augmentation du nombre d'éleveurs adhérents à l'opération de collecte de ce produit alimentaire dont le nombre a atteint 51 éleveurs contre 22 en 2013, ainsi que celui des collecteurs passant de deux à cinq, à la faveur de l'accompagnement de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), a-t-on

indiqué. Les sorties de proximité, initiées par l'inspection vétérinaire de la wilaya en collaboration avec la Cham-bre agricole l'année dernière, ont également contribué à convaincre les éleveurs à participer à la collecte du lait. Le complexe de production de lait et dérivés de Sidi Mansour, dans la commune de Khémisti, a attiré, pour sa part, 16 éleveurs des wilayas de Tيارت et de Médéa pour renforcer son centre de collecte, a-t-on ajouté. Cependant, la quantité de lait reste insuffisante par rapport au nombre important de vaches laitières qui dépasse les 8 000 têtes dans la wilaya, a-t-on relevé à la DSA. Une amélioration de l'opération de collecte de lait est prévue, cette année, dans la wilaya

pour atteindre plus de 2 millions de litres, grâce à l'adhésion attendue à l'activité de collecte de jeunes ayant bénéficié du dispositif de l'Ansej.

En vue de développer davantage la production de lait cru, la DSA a élaboré un programme ambitieux comportant plusieurs mesures, dont l'augmentation des superficies réservées à la production fourragère verte à 4 000 hectares à l'horizon 2016, le soutien des éleveurs, notamment pour l'aménagement des étables et leur information sur les mécanismes de soutien mis en place par l'Etat au profit des adhérents à la collecte du lait.

Said F.

Pétrole Le Brent ouvre la semaine à plus de 58 dollars

Les prix du pétrole grimpaient lundi en cours d'échanges européens, portés par un regain de confiance «exagéré» alors que les fondamentaux de marchés qui ont fait plonger les cours depuis le mois de juin n'ont pas changé, selon les analystes. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 58,66 dollars en fin de matinée, en hausse de 79 cents par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 68 cents à 52,32 dollars. Les

cours du pétrole continuaient de progresser lundi, pour la troisième journée consécutive, les marchés étant désormais rassurés sur le fait que l'offre iranienne ne devrait pas inonder les marchés dès juin, après les commentaires du numéro un iranien la semaine dernière. L'ayatollah Khamenei, qui a le dernier mot sur les dossiers stratégiques iraniens, est en effet resté prudent sur les chances d'un accord final en estimant que le texte de Lausanne du 2 avril n'était pas une garantie de réussite. «L'insistance des Iraniens sur

une levée immédiate des sanctions le jour de la signature d'un accord final (prévu pour juin) et leur réticence à permettre une surveillance accrue des sites fait douter de la possibilité même d'un accord, et donc de la possibilité d'une augmentation des exportations de pétrole», notaient les analystes de PVM.

Selon des analystes, la poursuite du conflit au Yémen, où de nouveaux raids aériens ont été menés lundi par l'Arabie Saoudite à Aden, aidaient également les cours, renforçant le risque de perturbations sur l'offre

yéménite, voire saoudienne. Autre élément haussier, en Libye, le mauvais temps a forcé la fermeture du port d'al-Hariga, qui peut exporter près de 110 000 barils par jour, selon les analystes de JBC Energy. Mais les analystes de Commerzbank estimaient que l'optimisme qui a gagné les investisseurs est exagéré, les fondamentaux de marchés qui ont fait plonger les cours depuis le mois de juin n'ayant pas changé, selon eux: le marché reste inondé de pétrole, et la demande demeure en berne. L. O.

En raison d'un resserrement monétaire aux Etats-Unis

Hausse du dollar face à l'euro

Le dollar s'appréciait face à la devise européenne lundi, en raison d'espoirs liés à un relèvement prochain des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine (Fed). La monnaie européenne valait 1,0556 dollar en milieu de matinée, contre 1,0599 dollar vendredi soir. Elle restait quasi stable face à la monnaie japonaise, à 127,53 yens contre 127,50 yens vendredi, alors que le dollar

montait face à la devise japonaise, à 120,80 yens contre 120,30 yens vendredi soir.

«Le dollar reste prisé en ce début de semaine car les investisseurs continuent de parier sur un retrait anticipé des mesures de soutien monétaire (de la Fed)», commentaient les analystes du Crédit agricole. Les investisseurs fondent notamment leurs espoirs sur une hausse des taux sur les

déclarations vendredi du président de la Fed de Richmond (Virginie, sud-est des Etats-Unis), Jeffrey Lacker, qui a dit qu'un premier relèvement des taux à la réunion de la Fed en juin «présente de solides motivations à moins que des données économiques divergent nettement des prévisions». Tout relèvement des taux américains rendra le dollar plus rémunérateur, et donc plus attractif. K. L.

Début de recensement des agriculteurs concernés

La pisciculture s'implante à Adrar

Des visites sur le terrain ont été initiées dans plusieurs exploitations agricoles, à travers la wilaya, où des fiches techniques ont été réalisées sur les bassins où devront être développées les activités aquacoles, en parallèle avec des rencontres de sensibilisation pour faire connaître aux agriculteurs les perspectives de ce genre d'élevage et leur permettre de gagner dans les rendements, en plus de leur présenter les avantages accordés aux agriculteurs en matière de formation, de financement et d'accompagnement.

Par Maya T.

Un recensement des agriculteurs concernés par la pisciculture intégrée avec l'agriculture a été enclenché dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris hier du directeur régional de la pêche et de l'aquaculture.

L'opération vise à coordonner les actions avec les différents partenaires afin de faire réussir le programme national de développement de l'aquaculture, notamment celle intégrée à l'activité agricole, a expliqué Ahmed Tadbiret, en marge du lancement de l'opération.

Des visites sur le terrain ont été initiées dans plusieurs exploitations agricoles, à travers la wilaya, où des fiches techniques ont été réalisées sur les bassins où devront être développées les activités aquacoles, en parallèle avec des rencontres de sensibilisation pour faire connaître aux agriculteurs les perspectives de ce genre d'élevage et leur permettre de gagner dans les rendements, en plus de leur présenter les avantages accordés aux agriculteurs en matière de formation, de financement et d'accompagnement, a-t-il précisé.

La direction régionale de la pêche et l'aquaculture (Béchar) avait organisé des rencontres en collaboration avec les instances concernées, à l'instar de celle tenue avec les représentants du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la



PH: D. R.

wilaya d'Adrar, afin de programmer une session de formation de 15 jours au profit d'agriculteurs et préparer l'ouverture d'une formation dans le domaine de la pisciculture à la prochaine rentrée de la formation professionnelle, selon la même source.

Dans ce cadre, une autre rencontre a été programmée au

niveau de l'unité de développement de la recherche dans les énergies renouvelables en milieu saharien, en présence de cadres de l'unité et du secteur de la pêche ainsi que d'agriculteurs, dans le but de leur donner des kits solaires pour les utiliser comme source d'énergie dans la pisciculture, afin de baisser les

charges et protéger la biodiversité. Pour leur part, des agriculteurs ont affiché un enthousiasme à prendre part à cette expérience de pisciculture, notamment au vu des facilités accordées par l'Etat, a indiqué le président d'une association locale des agriculteurs, Berkane Mabrouki Mabrouk.

M. T./APS

Pour développer les activités aquacoles

Des potentialités importantes au Sud

Le Sud possède d'importantes potentialités susceptibles d'y permettre un développement des activités aquacoles, a indiqué, dimanche à Ouargla, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, en ouverture d'un salon régional sur la pêche continentale et l'aquaculture.

Le ministère s'emploie, en collaboration avec divers partenaires, à assurer l'accompagnement et la formation des investisseurs versés dans la filière aquacole, appelés à jouer prochainement un rôle socio-économique important, en termes de production destinée à la commercialisation de produits halieutiques et la génération d'emplois, a-t-il ajouté.

Le premier salon de la pêche continentale et de l'aquaculture à Ouargla, vise à valoriser justement le savoir-faire des professionnels et les spécificités des ressources et écosystèmes halieutiques au niveau des wilayas concernées, selon les organisateurs.

Il s'agit de promouvoir le plan d'action de l'économie de la pêche continentale et de l'aquaculture au niveau local, de renforcer l'intégration de ces activités dans le développement et de créer les synergies nécessaires, en plus de fédérer et de mobiliser les opérateurs

économiques et de favoriser les rencontres interprofessionnelles.

Ce salon, auquel prennent part une cinquantaine de professionnels dans le domaine de la pêche continentale et de l'aquaculture, des opérateurs économiques, des associations de la société civile, des institutions d'accompagnement et de soutien à l'investissement, des organismes de formation et de recherche, est inscrit dans le cadre du programme quinquennal 2015-2019, dans la perspective de développer les activités aquacoles à l'échelle locale.

Dans le cadre de ce programme 2015-2019, il est prévu pour l'aquaculture une production de 20 000 tonnes de poisson d'eau douce émanant de plus de 410 projets, avec la création de 9 000 emplois directs et indirects, a-t-on signalé.

En marge du salon, des conventions de partenariat ont été signées, dans le but d'encourager et développer la filière, entre la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques et l'Institut de l'enseignement professionnel «Said-Otba», la Chambre de l'agriculture et celle de la pêche et des ressources halieutiques de Ouargla, et entre l'Université

de Ouargla et le Centre national de recherche et de développement de la pêche et l'aquaculture (Cnrdrpa), entre la chambre de la pêche et la pépinière d'entreprises et entre la direction de la pêche de la wilaya et le comité des Scouts musulmans algériens.

Un programme d'information, de sensibilisation et de vulgarisation a été organisé au profit des participants au salon, à l'instar des professionnels, des investisseurs, des porteurs de projets et des citoyens intéressés par les activités aquacoles.

Cette initiative, qui s'étale sur deux jours, est organisée par la Chambre algérienne de la pêche continentale et de l'aquaculture (Capa) et les chambres inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture des wilayas de Ouargla, Sétif, Ain Defla, Relizane, Sidi Bel-Abbès et Béchar.

En marge du salon, le ministre a visité plusieurs projets aquacoles implantés dans la commune de Hassi Benabdallah, dont le projet de ferme d'élevage de crevettes, fruit de la coopération algéro-sud coréenne, ainsi que les fermes aquacoles privées de Moulay et de Khemissat.

Anissa D.

Projet du nouveau pôle universitaire de Mascara Une expertise sur la qualité du béton

LES AUTORITÉS de la wilaya de Mascara ont demandé, dimanche, une expertise technique approfondie sur la qualité du béton armé utilisé dans le projet du nouveau pôle universitaire en cours de réalisation à haï Sidi Said, au chef-lieu de wilaya. Lors d'une séance de travail à l'université Mustapha-Stambouli de Mascara, à l'issue d'une visite d'inspection des travaux de ce projet, le wali, Ouled Salah Zitouni, a instruit la commission de wilaya chargée du suivi d'effectuer une expertise sur la qualité du béton armé utilisé dans certaines parties du nouveau pôle universitaire, notamment celle de 2 000 places pédagogiques, suite à un constat d'anomalies dans certains piliers et autres poutres construits par un groupe d'entrepreneurs. Sur la base des résultats de l'expertise, des mesures strictes seront prises à l'encontre de la partie responsable de ces malfaçons, soient les entreprises, les bureaux d'études chargés du suivi, l'instance de contrôle technique des constructions (CTC) ou la direction de tutelle. Le représentant du CTC de Mascara a indiqué que ses techniciens ont relevé une faiblesse dans dix piliers et autres structures du projet, demandant leur traitement dans les plus brefs délais par des entreprises chargées des travaux. Le wali de Mascara a annoncé que les travaux du nouveau pôle universitaire dont ceux d'aménagement externe seront livrés en fin avril en cours pour le lancement de l'équipement, en vue d'accueillir les étudiants à la prochaine rentrée universitaire dans les meilleures conditions. Ce nouveau pôle, pour lequel a été consacrée une enveloppe de 10 milliards DA, abritera les facultés des sciences humaines et sociales, de langues et lettres. Le projet comporte 8 000 places pédagogiques et 4 000 lits répartis en deux résidences universitaires, outre un restaurant central servant 800 repas, un nouveau siège du rectorat de 11 étages et des équipements techniques et administratifs.

Kheil Y.



Tunisie/Bizerte Sensibilisation sur les dangers de la consommation des stupéfiants

UNE JOURNÉE de sensibilisation sur les dangers de la consommation des stupéfiants chez les jeunes a été organisée dimanche, à Menzel Jémil.

Cette manifestation a été organisée par le comité régional du centre de camping et d'estivage de Bizerte, le centre d'estivage d'Errimel et le club itinérant d'informatique et d'internet.

Des parents d'élèves, des étudiants et des jeunes de la région ont pris part à cette journée, qui s'est déroulée en présence du gouverneur de la région et de députés au sein de l'ARP.

Le directeur du centre d'estivage d'Errimel, Ali Zayet a indiqué que cette journée a pour objectif d'étudier la question de la consommation de la drogue chez les jeunes, que ce soit en milieu familial, éducatif ou social et de sensibiliser les structures de l'Etat et la société civile aux dangers de ce phénomène.

«Selon une étude élaborée par une équipe de la maison des jeunes de Bizerte, les villes de Jarzouna et menzel Bourguiba, connaissent le taux le plus élevé en matière de consommation de stupéfiants», a précisé Sami Tahri, secrétaire général du centre de camping et d'estivage de Bizerte, ajoutant que cette question doit être examinée par toutes les parties et structures concernées afin de lutter contre le phénomène de la toxicomanie chez les jeunes.

Il a proposé la création d'une association régionale qui sera chargée de faire le suivi et prévenir contre les risques et les dangers des stupéfiants, outre la création d'un établissement de prise en charge ou d'accompagnement des personnes confrontées à des addictions.

Le programme de cette journée a comporté des ateliers et concours de dessins, des cellules d'écoute des jeunes, des compétitions de théâtre et des stages de secourisme.

Tahar F.

Dialogue interlibyen

Etats-Unis et cinq pays européens saluent la réunion d'Alger

Les Etats-Unis et cinq pays européens ont appelé dimanche à un cessez-le-feu «immédiat» et «sans condition» en Libye, saluant la reprise du dialogue entre les différentes factions lundi en Algérie sous l'égide des Nations unies.

Par Hani T.

«**N**ous exhortons tous les participants au dialogue à négocier de bonne foi et à saisir cette opportunité pour finaliser les accords visant à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, et à prendre les mesures pour un cessez-le-feu sans condition», précisent les six pays dans un communiqué commun.

Ce communiqué émane des ministres des Affaires étrangères français Laurent Fabius, allemand Frank-Walter Steinmeier, espagnol Jose Manuel Garcia-Margallo, italien Paolo Gentiloni, britannique Philip Hammond et du secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Saluant la réunion lundi à Alger des partis politiques sous les auspices de l'émissaire de l'ONU Bernardino Leon, ils ont estimé que «seulement à travers le compromis, la Libye pourra progresser vers un avenir plus sûr, stable et prospère».

Ils ont particulièrement insisté sur la nécessité d'arrêter les frappes aériennes et les offensives terrestres car de «telles provocations sapent les négociations sous l'égide de l'ONU et menacent les chances de réconciliation».

Les récalcitrants s'exposent à des sanctions onusiennes, ont-ils prévenu.

Selon eux, tarder à conclure un accord politique ne fait qu'«accentuer les fractures au sein de la société libyenne et enhardir ceux qui cherchent à tirer profit de ce conflit».

Les chefs de la diplomatie ont également fait part de la «grande



PH. DR.

inquiétude» de la communauté internationale face à la «menace croissante du terrorisme» dans ce pays.

«Les extrémistes exploitent l'absence d'ordre à leur avantage, causant davantage de souffrance et d'effusion de sang à l'intérieur et à l'extérieur de la Libye», ont-ils relevé.

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (UNSMIL) a salué également dimanche dans un communiqué publié sur son site «le rôle et les efforts de l'Algérie pour le rétablissement de la paix en Libye en abritant cette réunion de dialogue», qui fait suite à la réunion d'Alger les 10 et 11 mars dernier durant laquelle les participants ont affirmé leur soutien au dialogue comme voie de règlement pacifique de la crise libyenne.

Lors de la réunion de lundi, M. Leon «informera les participants

des avancées réalisées dans le cadre de ce dialogue depuis la réunion d'Alger».

Selon l'UNSMIL, la réunion de lundi «revêt une grande importance devant constituer une opportunité pour les chefs de partis et militants politiques libyens d'enrichir les documents à examiner pour mener à bien ce processus

en faveur de la paix et de la stabilité en Libye».

«Cette réunion et celles ayant regroupé des maires, des élus locaux et régionaux libyens en janvier à Genève puis en mars à Bruxelles, visent à élargir ce processus à d'autres composantes de la société libyenne», a précisé l'UNSMIL.

H. T. /APS

Explosion d'une bombe devant l'ambassade du Maroc à Tripoli

UNE BOMBE dissimulée dans un sac a explosé dans la nuit de dimanche à lundi près de l'entrée de l'ambassade du Maroc à Tripoli sans faire de victime, a annoncé une source sécuritaire libyenne.

«Quelques voitures ont été endommagées» aux alentours par l'explosion, a précisé la même source, cité par l'agence AFP.

L'ambassade du Maroc n'était pas ouverte à cette heure de la nuit. Dimanche, des hommes armés ont tué par balle deux personnes devant l'ambassade de Corée du Sud dans la capitale libyenne, une attaque revendiquée par le groupe extrémiste auto-proclamé «Etat islamique» (EI/Daech).

H. Y.

Poursuite de onze responsables marocains pour génocide au Sahara occidental

Le Codesa «salue» la décision

Le collectif des défenseurs sahraouis des Droits de l'Homme (Codesa) a salué la décision de justice espagnole en faveur de la poursuite de 11 responsables civils et militaires marocains pour «génocide et assassinats» commis entre 1975 et 1991 au Sahara occidental.

Le bureau exécutif du Codesa a exprimé sa «grande satisfaction» à l'annonce de l'ouverture de l'enquête et de la poursuite judiciaire de responsables civils et militaires marocains pour génocide et assassinats commis entre 1975 et 1991 au Sahara occidental, a rapporté dimanche l'agence de presse sahraouie (SPS).

La justice espagnole a validé les poursuites contre onze responsables civils et militaires marocains «impliqués directement dans des crimes de génocide» entre 1975 et 1991 contre des civils sahraouis.

Selon le juge espagnol, Pablo Ruz chargé de cette affaire, «toutes les conditions et preuves sont réunies».

Le bureau exécutif du Codesa a appelé l'Espagne à «assumer ses responsabilités dans les crimes de génocide et diverses violations flagrantes des droits de l'Homme commis par le régime marocain contre des civils sahraouis depuis le 31 octobre 1975 à ce jour».

La liste de 11 responsables marocains impliqués dans des crimes contre l'humanité, arrêtée par la justice espagnole est «infime» par rapport au nombre de victimes et l'ampleur des «violations flagrantes» des droits de l'Homme commis par le Maroc contre des civils sahraouis, ajoute SPS citant le Codesa.

La poursuite en justice de responsables marocains impliqués dans des génocides est une «preuve évidente» de l'implication du Maroc dans des violations flagrantes des droits de l'Homme au Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, a soutenu la même source pour conclure.

Yail N.

Mercredi à Paris Manifestation de solidarité avec les prisonniers politiques sahraouis

La Plateforme de solidarité avec le peuple sahraoui en France organisera, mercredi prochain, une manifestation pacifique devant le siège de l'Assemblée nationale française pour appeler à la libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines, a rapporté dimanche l'Agence de presse sahraouie (SPS). La manifestation s'inscrit dans le cadre de la semaine de solidarité avec les prisonniers politiques, afin de sensibiliser l'opinion publique française autour des souffrances des prisonniers politiques sahraouis qui crouissent encore dans les geôles marocaines.

Y. N.



Iran

Poutine lève l'interdiction de livrer à Téhéran des missiles S-300

■ Le président russe Vladimir Poutine a signé hier un décret annulant l'interdiction faite à la Russie de livrer à l'Iran des missiles S-300, selon un communiqué du Kremlin.

Par Ali O.

La présidence russe ne dit rien de la vente ou de la possibilité immédiate d'une livraison de missiles S-300. Mais le décret présidentiel ouvre en théorie la voie à de possibles livraisons par voies maritime, terrestre et aérienne. L'ancien président russe Dmitri Medvedev avait interdit en 2010 la livraison de ces missiles à l'Iran - un contrat



PH. > D. R.

critiqué par les Occidentaux et Israël-, en application de la

résolution 1929 de l'ONU sanctionnant Téhéran pour son programme nucléaire controversé.

La Russie et l'Iran avaient signé un accord en 2007 en vue de la livraison de ces équipements capables d'intercepter en vol des avions ou des missiles, d'un montant de 800 millions de dollars. Après l'interdiction de livraison des S-300, Téhéran avait saisi la Cour internationale d'arbitrage à Genève (Suisse) pour réclamer à Moscou quatre milliards de dollars à titre de dédommagement.

Au début de l'année toutefois, Moscou et Téhéran avaient signé un protocole d'accord pour renforcer la coopération militaire bilatérale en raison des intérêts communs, à l'occasion d'une visite dans la capitale iranienne du ministre russe de la

Défense, Sergueï Choïgou.

Et la Russie avait proposé à Téhéran de lui fournir des Anteï-2500, une nouvelle version des missiles perfectionnés S-300.

L'Iran et la Russie étaient visés par des sanctions économiques des États-Unis et des pays européens, Téhéran en raison de son programme nucléaire et la Russie à cause de son implication dans la crise ukrainienne. Les deux pays, qui se sont encore rapprochés ces dernières années dans le domaine économique, soutiennent également le régime du président syrien Bachar al-Assad.

Mais les relations avec la Russie, longtemps principal fournisseur en armements de la République islamique, ont été émaillées de disputes depuis le début de la crise diplomatique

internationale autour du programme nucléaire controversé de Téhéran. Le 2 avril, après des mois de négociations, l'Iran et le groupe 5+1 (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne) sont tombés d'accord sur les grandes lignes d'un accord pour imposer des contrôles plus stricts sur le programme nucléaire de Téhéran. L'Iran demande en échange la levée des sanctions internationales.

Les négociateurs se sont donnés jusqu'à fin juin pour tenter de régler les détails techniques et juridiques complexes en vue de trouver un accord définitif qui mettrait fin à 12 ans de crise diplomatique internationale sur ce programme iranien.

A. O.



Points chauds

Double discours Par Fouzia Mahmoudi

Les États-Unis dans leur rôle autoproclamé de gendarme de la planète ne manquent jamais de faire remarquer depuis quelques années le moindre dépassement de Moscou. La situation ukrainienne a d'ailleurs largement été créée par l'interventionnisme passif des Américains qui ont semble-t-il enfin trouvé à l'occasion de mettre à mal leur «allié» russe. Toutefois, le zèle américain a ses limites et notamment s'arrête aux portes d'Israël. En effet, malgré des «protestations» proférées de temps à autre par la Maison-Blanche et par John Kerry concernant la colonisation israélienne, aucune véritable mesure n'est jamais prise pour interpellier plus sérieusement leurs alliés hébreux. L'on peut se demander donc pourquoi les Américains se montrent si entreprenants lorsqu'il s'agit de condamner la Russie, qui s'est toujours de son côté défendue de toute ingérence en Ukraine, alors qu'ils sont incapables de faire entendre raison et de prendre des mesures à l'encontre de l'État israélien qui ne cesse de violer le Droit international en continuant sa politique de colonisation pourtant condamnée par les instances internationales et considérée comme illégale par Washington. Ainsi, au vu de l'inertie de l'Occident face à ses incessants dépassements, Israël vient d'annoncer la construction de 450 nouveaux logements pour des colons en Cisjordanie occupée. Les autorités israéliennes ont publié vendredi les appels d'offres pour l'extension de colonies déjà existantes en quatre points de la Cisjordanie occupée, a affirmé Daniel Seidemann, chef de l'observatoire anticolonisation Terrestrial Jerusalem. «On ouvre les écluses de la colonisation !», a-t-il déploré, en s'inquiétant de possibles nouvelles annonces de colonies dans le contexte électoral précédant les législatives israéliennes anticipées du 17 mars. «Il s'agit d'un crime de guerre qui devrait pousser la Cour pénale internationale à se saisir de la question des colonies», a réagi Wassel Abou Youssef, un des dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Ces appels d'offres sont lancés dans un climat de vives tensions entre Israéliens et Palestiniens, qui, exaspérés, viennent de demander leur adhésion à la Cour pénale internationale, censée leur permettre de poursuivre les dirigeants israéliens pour crimes de guerre. Mais ce sera sans doute impossible dans un premier temps tant les États-Unis semblent encore une fois prêts à tout pour soutenir les Israéliens, le porte-parole du département américain d'Etat Jeff Rathke a qualifié d'«ironie tragique (le fait) qu'Israël, qui a fait face à des milliers de roquettes terroristes tirées contre ses habitants et leurs quartiers, soit maintenant l'objet d'un examen de la part de la CPI». Jeff Rathke oublie néanmoins que ces tirs de roquettes aussi répréhensibles soient-ils n'ont quasiment jamais occasionné de victimes et surtout ne sont qu'une plaisanterie comparée aux assauts guerriers et meurtriers que mène chaque deux ans Israël contre la Bande de Ghaza occasionnant-là des milliers de morts parmi les civils palestiniens.

F. M.

Yémen

En exil Khaled Bahah prête serment comme vice-président

Le Premier ministre yéménite Khaled Bahah a prêté serment hier à Riyad comme vice-président d'un pays en guerre après avoir été contraint de s'exiler, a annoncé l'agence officielle saoudienne SPA.

Bahah, 49 ans, a prêté serment devant le président Abd Rabbo Mansour Hadi, également réfugié en Arabie Saoudite, lors d'une cérémonie à l'ambassade du Yémen à Riyad en présence de ministres et de responsables politiques yéménites, a précisé SPA.

La promotion de Bahah, qui cumule les postes de Premier ministre et de vice-président, a été saluée par le gouvernement saoudien et par le Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui regroupe les six monarchies arabes de la région. C'est un pas important pour

rétablir la sécurité et la stabilité au Yémen, a estimé le Conseil des ministres saoudien. Le CCG avait plus tôt publié une déclaration aux termes quasi-identiques.

Le 26 mars, l'Arabie Saoudite a pris la tête d'une coalition militaire arabe pour venir en aide aux autorités légitimes du Yémen, qui étaient menacées par les avancées de rebelles chiites Houthis, soutenues par l'Iran.

Hadi et Bahah avaient été assignés à résidence en janvier par les Houthis et leurs alliés qui s'étaient emparés de la capitale Sanaa quatre mois plus tôt, avant d'étendre progressivement leur contrôle sur de vastes régions du pays.

Hadi avait réussi à fuir vers Aden (sud) en février et Bahah avait négocié sa libération en

mars. Alors que les événements se précipitaient fin mars, les deux hommes étaient partis séparément à l'étranger et ils se retrouvent aujourd'hui exilés à Riyad.

Bahah, perçu comme un homme de consensus, avait été nommé Premier ministre en octobre, au moment où la crise politique s'aggravait au Yémen. Il occupait précédemment le poste d'ambassadeur du Yémen à l'ONU.

Originaire de la province de Hadramout (sud-est), il a fait ses études à Aden (sud) et à Pune (Inde).

Titulaire d'une maîtrise en commerce, administration et finances, il a notamment été ambassadeur du Yémen au Canada (2008-2014) et, avant cela, ministre du Pétrole (2006-2008).



La ministre de la Culture Nadia Labidi

«Constantine, capitale de la culture arabe» n'est qu'un début...

■ Quelques jours avant l'ouverture officielle de la manifestation «Constantine Capitale de la culture arabe», la ministre de la Culture Nadia Labidi se montre optimiste pour le déroulement de cet événement. Elle était hier l'invitée du forum de la Radio nationale pour répondre aux différentes questions.

Par Adila S.

«**O**n veut libérer notre avenir par la transmission de la culture et la préservation de notre patrimoine», a déclaré hier la ministre de la Culture Nadia Laabidi lors du forum de la Radio algérienne. Pour la ministre, la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe» n'est qu'un début à un avenir meilleur pour la culture dans cette ville connue par son histoire et ses savants. «Notre souci n'est pas seulement ce que va nous donner la ville durant cette manifestation culturelle mais aussi ce qu'on va lui laisser pour l'avenir», poursuit la ministre.

Ainsi, la première responsable du secteur de la Culture s'est montrée lors de cette rencontre très optimiste de ce que va apporter ce rendez-vous culturel qui sera un hymne pour la paix et la fraternité. «Notre pays a passé des moments très durs mais on a pu retenir les leçons et avancer vers une vie pleine de paix, de fraternité et de stabilité. Et c'est ce qu'on veut partager avec les pays participants à cette manifestation», ajoute la ministre de la Culture.

A propos de la cérémonie d'ouverture qui a fait couler beaucoup d'encre ces derniers temps, Nadia Laabidi affirme que tous les moyens humains et matériels sont mis en place pour le bon déroulement de cette manifestation. «On a voulu que l'ouverture officielle soit faite avec une parade populaire où chaque pays présente les éléments phares de sa culture. Ensuite, une opérette sur la paix sera présentée à la salle de spectacles pour appeler à la paix sachant que plusieurs pays arabes vivent une instabilité politique», précise la ministre de la Culture. Cette opérette sera présentée le 27 avril courant à Alger avant de faire une tournée nationale. Interrogée sur les différents volets du programme culturel de cette manifestation qui sera ouverte officiellement mercredi en présence de plusieurs ambassadeurs et personnalités culturelles arabes et européennes, la ministre de la Culture a déclaré qu'«il y aura plein d'activités culturelles et artistiques qui mettront la lumière sur nos savants, notre culture et surtout notre patrimoine». L'interlocutrice a précisé entre autres que «Constantine, capitale de la culture arabe» «sera une



PH/DK

occasion pour démontrer la créativité de nos jeunes, leur talent et le professionnalisme de nos artistes». A ce propos, Nadia Laabidi a ajouté qu'elle compte sur la participation des différentes directions de la culture du pays. «C'est à elles de valoriser la culture de proximité et démontrer la richesse de notre patrimoine. J'attends d'elles des participations de bonne qualité afin de donner une bonne image de notre pays», poursuit la première responsable du secteur de la Culture. La manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe» sera entre autres une occasion pour l'édition de mille

titres ainsi que quelques rééditions. Ce projet s'ajoute afin de «promouvoir la lecture et donner plus de valeur au livre». La ministre de la Culture a reconnu dans ce sens que «notre point faible est le manque de bibliothèques dans un grand nombre de villes. On travaille sur ce sujet mais on aura besoin de beaucoup de temps pour le concrétiser».

Par ailleurs, «le retard occasionné dans l'achèvement des travaux n'influencera en aucune manière sur le déroulement de la manifestation "Constantine, capitale de la culture arabe"», a déclaré la ministre. Notre interlo-

cutrice a expliqué dans ce sens qu'«il y a deux genres d'édifices : il y a les nouvelles salles et d'autres qui sont en cours de restauration. Les premières ont été remises dans les délais et pourront accueillir les différents spectacles comme prévu. Cependant, les édifices en restauration ont connu du retard pour des raisons très raisonnables».

Ainsi, elle a précisé que son département a signé un contrat avec le ministère du Travail pour encourager la création de petites et moyennes entreprises culturelles. Ces dernières, selon Nadia Laabidi, aideront à plus de productions culturelles et aussi à redynamiser le secteur de la Culture. **A.S.**

Festival du film arabe 2015 à Constantine

L'évènement va déménager d'Oran

Le festival du film arabe d'Oran va déménager cette année. Prévu pour le mois de septembre prochain, ce rendez-vous cinématographique sera organisé exceptionnellement cette année à Constantine. C'est ce qu'a déclaré la

ministre de la Culture hier lors du forum de la Radio nationale. «Ce festival attire chaque année un grand nombre de professionnels du neuvième art et on a pensé à leur faire visiter la ville de Constantine pour qu'ils puissent aussi la découvrir», a ajouté

Madame Laabidi. Elle a expliqué dans ce sens que la ville «connaît un manque en matière de salles de cinéma mais on va organiser les choses pour pouvoir réussir». **A.S.**

Littérature

Günter Grass est mort

C'est un géant de la littérature allemande d'après-guerre qui a marqué les dernières décennies qui vient de s'éteindre ce lundi 13 avril, à 87 ans, à Lübeck. Günter Grass, l'écrivain germanique le plus connu dans son pays et à l'étranger, avait reçu le prix Nobel en 1999 pour son œuvre, marquée du sceau indélébile du Troisième Reich. Son premier livre, mais aussi le plus connu, «Le Tambour», publié en 1959, a été vendu à trois millions d'exemplaires et traduit en 24 langues. Hormis son œuvre littéraire, Günter Grass avait aussi rédigé de nombreux poèmes et des pièces de théâtre. Écrivain engagé, ce compagnon de route

du parti social-démocrate pour lequel il a souvent fait campagne était une conscience morale de l'Allemagne d'après-guerre. Mais Günter Grass a aussi souvent créé des polémiques. En rejetant

la réunification de son pays en 1990 percevant la division de l'Allemagne comme une juste punition après le nazisme. Mais cette obsession de ce passé brun fut entachée par son livre de

mémoire «En épiluchant les oignons» dans lequel Günter Grass avoue avoir été membre des troupes d'élite nazies de la Waffen-SS à la fin de la guerre. **R.C.**

François Maspéro n'est plus

L'ÉDITEUR François Maspéro, qui fut aussi libraire, traducteur, écrivain n'est plus. Il est mort samedi à Paris, à l'âge de 83 ans. Né en 1932, à Paris, François Maspéro a grandi dans les livres. Son grand-père paternel, Gaston Maspéro, est un égyptologue de renom ; son père, un éminent spécialiste de la Chine et de l'Extrême-Orient.

Après une «scolarité exécrable», selon ses propres mots, le jeune homme reprend «une boutique de l'abandon, qui sentait le pipi de chat». A cette première librairie parisienne, ouverte en 1955, baptisée L'Escalier, succède, en 1957, une plus grande, La Joie de lire. C'est là, dans le petit bureau du sous-sol, que l'apprenti libraire s'improvise éditeur, s'aidant des conseils de son ami Guy Lévis Mano, poète, éditeur et imprimeur lui-même. Depuis, il n'a pas quitté le métier d'éditeur. **R.I.**

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Khaldoun
Jusqu'au 19 avril :
Projection du film «Les portes du soleil : Algérie pour toujours» de Jean-Marc Minéo

Galerie Asselah
Jusqu'au 16 avril :
Exposition de peinture par l'artiste Amel Benghezala.

Villa Abdeltif
Jusqu'au 18 avril :
Exposition de peinture «Offrande au pays du Cèdre» de l'artiste Djahida Houadef.

Institut culturel italien
Jusqu'au 25 avril :
Exposition de costumes italiens du XV^e au XIX^e siècles, par l'atelier Il Costumes de Rome.

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 28 avril :
Exposition de l'artiste peintre Mustapha Nedjai.

Coup-franc direct



De fausses vérités !

Par Anouar M.

La messe étant dite quant à l'octroi de l'organisation de la CAN 2017 et qui l'a été pour le Gabon, des personnalités ne sortent que pour dévoiler le soi-disant vote et les positions de tout un chacun. Ainsi, il en ressort, par exemple que le président de la CAF Hayatou aurait voté pour l'Algérie même si cela n'aurait rien changé dans le décompte final étant donné que c'est le Gabon qui l'a emporté. D'autres disent que le score a été serré et que seule une voix a été déterminante dans ce vote. Tout cela est fait pour tenter de dédouaner la CAF et son patron des jeux de coulisses qui sont faits et qui sont jugés malsains par de nombreuses personnalités surtout que cela s'est joué déjà lors de la précédente CAN qui s'est déroulée en Guinée équatoriale. Pour beaucoup, tout est fait pour éviter que le clash se réalise avec Hayatou qui a, ainsi, trompé l'Algérie et qui avait pourtant présenté un dossier correct qui aurait pu être pris en considération surtout que ce pays n'avait pas organisé une CAN depuis 27 ans. Hayatou craint-il à ce point l'Algérie ou essaye-t-il de s'assurer une réélection sans aucune polémique et sans aucun problème ? Il faut savoir que ça sera le dernier mandat que devrait honorer Hayatou qui souhaite sortir par les honneurs et ne veut pas d'un conflit avec qui que ce soit.

A. M.

Tournoi de mini-volley - Journée mondiale de la santé 2015 Franc succès au stade Ouaguenouni d'Alger

Le complexe Ouaguenouni Alger-Centre, a été, ce week-end, le théâtre du 10^e tournoi de mini-volley 4 x 4 organisé à l'occasion de la Journée mondiale de la santé par la Ligue d'Alger de volley-ball en collaboration avec le club sportif amateur «Nadi Riadhi Saïd Ali/Alger-Centre».



Cette manifestation dont le slogan de l'édition 2015 a été «Vos aliments sont-ils vraiment sûrs? de la ferme à l'assiette, vous avez tous un rôle à jouer!» a regroupé les jeunes volleyeurs et volleyeuses (âgés entre 9 et 12 ans) issus des clubs de la wilaya d'Alger, a vu la victoire chez les filles Amel Mohammadia devant le NR Saïd Ali et Olympic Mohamadia (Alger) en garçons NO

Reghaïa suivi du GS Pétroliers et ASCOS Oued Smar. Des trophées, coupes, médaille diplômés furent remis aux lauréats et lauréates ainsi qu'aux meilleurs joueurs du tournoi Mahidienne Abderaouf (GSP) Rahma Bourmada (NRS) dans une super animation de clown et musique suivi d'une sympathique collation.

Nacer M.

Championnats arabes d'athlétisme L'Algérie sera présente avec 14 athlètes à Bahreïn



Quatorze athlètes dont cinq dames, représenteront l'Algérie aux Championnats arabes 2015 prévus du 23 au 27 avril à Manama (Bahreïn), a annoncé dimanche la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Il s'agit de Hicham Cherabi et Nabil Bensikhaled (Perche), Saber Boukemouche et Miloud Rahmani (400 m/haies), Issam Nima (Triple-saut), Hichem Medjber et Sabri Aymen (Marche), Lyès Mokddel

et Othmane Hadj Laazib (110 m/haies). Chez les dames, l'Algérie sera représentée par Zouina Bouzebra (Marteau), Souheir Bouali (100 m et 400 m), Nadia Remaoune (100 m) Bariza Ghozlane (marche), ainsi que Roumaïssa Belabiodh (saut en longueur). Douze parmi ces athlètes avaient réussi leurs minima relativement tôt, au moment où Lyès Mokddel et Othmane Hadj Laazib ont attendu la journée du 11 avril, lors de la 4^e journée du Grand-prix de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) disputée à Alger, pour composer leur billet pour Manama, sur 110 m/haies. Mokddel avait réussi un chrono de 13 sec 66, et Hadj Laazib 13 sec 76, soit quatre centièmes de mieux que les minima exigés (13 sec 80, nldr). "Le but est de décrocher 8 à 10 médailles" a indiqué la Fédération concernant ses objectifs lors de ces Championnats arabes de 2015, au moment où le Directeur des équipes nationales (DEN) Abdelkrim Sadou a "préité le meilleur pour quatre athlètes". "Souheir Bouali (sur 100 et 400 mètres), Issam Nima (triple saut), Roumaïssa Belabiodh (longueur) et Hadj Laazib (110 m haies) sont en mesure de remporter des médailles d'or" a estimé le DEN. La délégation algérienne s'envolera le 20 avril à Manama, sous la conduite de Rabah Derradj, membre du bureau fédéral. Seul bémol, l'absence de coureurs de demi-fond parmi la sélection algérienne. Des épreuves qui, pourtant, ont comporté plusieurs champions de niveau mondial par le passé.

Ligue I Mobilis (25^e journée)/Matches avancés Les équipes du bas à la lutte

Les matches avancés de la 25^e journée de la Ligue I Mobilis devraient sauf surprise être en faveur des locaux qui seront décidés à faire le plein chez eux. Ainsi, ces matches ont été avancés pour permettre aux équipes participantes aux compétitions africaines d'être au rendez-vous des matches qu'ils disputeront pour le compte des huitièmes de finale de la Ligue des champions le week-end prochain.



Le NAHD jouera le choc des mal classés face au MCEE

Par Anouar M.

L'USM Bel-Abbès qui reçoit à domicile la formation de l'USM Alger n'a pas d'autre choix que de l'emporter s'il souhaite assurer son maintien en Ligue I. Les gars de la Mékerra savent que leur mission est compliquée mais ils restent, quand même décidés, à l'emporter pour se sortir de cette situation complexe et éviter toute mauvaise surprise.

Toutefois, ils doivent faire très attention à cette équipe de l'USMA qui souhaite revenir avec un résultat probant pour rester dans la course à une place lui permettant de jouer une compétition africaine la saison prochaine. La partie s'annonce, en tout cas, indécise entre ces deux équipes.

De son côté, le Nasr d'Hussein-Dey reçoit un concurrent direct dans la course au maintien en Ligue I et qui n'est autre que le MC El Eulma. Les Sang et Or sont décidés à se donner à fond pour l'emporter et empêcher les trois points qui leur permettront de devancer leur adver-

saire du jour et se rapprocher du maintien. Seulement, les gars de Babay ne l'entendent pas de cette oreille, eux qui sont revenus en force ces derniers temps et ont réussi à accrocher l'USMA chez elle.

Pour l'ES Sétif, il s'agira de se racheter face à la JS Kabylie après l'élimination en demi-finale de la Coupe d'Algérie aux dépens du MOB.

Les Sétifiens qui souhaitent se réconcilier avec leurs fans veulent

aussi rester au contact du leader, ce qui les poussera à se donner à fond lors de ce match très important pour eux. Les Canaris, eux, ne perdent pas espoir et estiment qu'ils peuvent revenir avec un bon résultat de cette sortie qui devrait leur permettre de sortir de la zone rouge.

A. M.

Programme
USMBA-USMA (17h)
NAHD-MCEE (17h)
ESS-JSK (18h)

Ligue des champions d'Afrique (1/8^e de finale-aller) Trio arbitral sénégalais pour MCEE-CS Sfax

Le match MCE Eulma - CS Sfax, comptant pour les 1/8^e de finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, prévu le dimanche 19 avril au stade Messaoud-Zougar (18h00) sera dirigé par un trio arbitral sénégalais. Il s'agit de Malang Diedhiou, assisté de ses compatriotes Djibril Camara, et El Hadj Malick Samba. Le match retour est fixé au dimanche 3 mai au stade Tayeb-M'hiri de Sfax. Les Eulmis, dirigés par le nouvel entraîneur français, Jules Accorsi, ont créé la surprise en écartant les Ghanéens de l'Asante Kotoko (aller 0-0, retour 2-1), alors que les Sfaxiens se sont qualifiés sans encombre aux dépens des Togolais de Semassi Sokode (aller 5-0, retour 1-0). Les deux autres représentants algériens en Ligue des champions, l'ES Sétif (tenant du trophée) et l'USM Alger, joueront respectivement face aux Marocains de Raja Casablanca et aux Guinéens de l'AS Kaloum.

Lokeren (Belgique)

Abdoun toujours absent pour blessure

L'international algérien Djamel Abdoun, blessé depuis plus d'un mois, n'a toujours pas repris la compétition et a de nouveau déclaré forfait pour le match de son équipe belge Lokeren face à Westerlo (1-1), samedi soir dans le cadre de la 2^e journée des play-off qualificatifs à l'Europa League de football. Abdoun avait rejoint Lokeren en janvier dernier en provenance de Nottingham Forest (Div 2, Angleterre) où il n'a pratiquement pas été utilisé tout au long de la première



partie de la saison. L'attaquant de 29 ans a effectué des débuts encourageants avec son nouveau club au point où l'entraîneur adjoint de la sélection algérienne, Yazid Mansouri, a évoqué, il y a quelques semaines, son éventuel retour en équipe nationale. Il a été toutefois freiné dans son élan par une blessure contractée le 1^{er} mars dernier dans un match de championnat. Avec les Verts, Abdoun compte 11 sélections pour zéro but marqué. Il avait pris part au Mondial-2010 en Afrique du Sud.

Coupe d'Algérie La finale en mai, la date et le lieu bientôt fixés

La finale de la Coupe d'Algérie entre le MO Béjaïa et le RC Arbaâ aura lieu au mois de mai prochain, indique la Fédération algérienne de football dimanche sur son site officiel, précisant que la date et le lieu de la rencontre seront communiqués prochainement. La finale de l'épreuve populaire devrait retrouver le stade du 5-Juillet après s'être déroulée lors de l'édition précédente au stade Mustapha-Tchaker de Bliida (victoire du MC Alger face à la JSK aux TAB). Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, a réaffirmé samedi, en marge d'une nouvelle inspection au stade olympique qui subit des travaux de réaménagement depuis plus d'une année, que cette enceinte sera prête pour accueillir la finale si celle-ci se déroulait à sa date habituelle, à savoir le 1^{er} mai. Le MOB et le RCA, vainqueurs respectivement de l'ES Sétif et l'ASO Chlef, animeront pour la première fois de leur histoire, la dernière étape de la Coupe d'Algérie.

Getafe

Match complet pour Lacen



LA FORMATION de Getafe où évolue le milieu international algérien Medhi Lacen, a été tenue en échec dimanche à domicile par Villarreal (1-1), en match comptant pour la 31^e journée du championnat d'Espagne de football. Les visiteurs ont ouvert le score à la 52^e min de jeu par le Nigerian Uche, sur penalty, avant que le club de la banlieue de Madrid n'égalise par Diego Castro (64'). A l'issue de ce résultat, Getafe stagne à la 13^e place au classement de la Liga (36 pts), alors que Villarreal pointe à la 6^e position (51 pts). Titularisé par l'entraîneur, Pablo Franco, Lacen a pris part à l'intégralité de la rencontre, dans son rôle habituel de milieu récupérateur. Le joueur algérien qui venait de se remettre d'une blessure à la cuisse revient à son meilleur niveau, confirmant sa place de titulaire à part entière.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Profil

Quand le bâtiment va, rien ne va...

Par Sid Ali Ouzerrouk

Toutes les vérités générales courent le risque, un jour ou l'autre, d'être démenties. Il en est encore plus vrai quand il s'agit de vérités économiques. C'est ainsi que dans de nombreux secteurs de la production industrielle, des constats sur la chute des ventes ont été relevés et deviennent inquiétants pour les producteurs au point où des entreprises, pourtant florissantes il y a à peine une année, ont dû se délester de plus des deux tiers de leurs employés.

Le cas semble ne pas être généralisé au point de faire la une des journaux, mais il est bien là, du simple fait que des industriels le soulèvent tristement. Il est également constaté par les détaillants qui de la même manière relèvent une baisse notable de la consommation. Les spécialistes avaient déjà noté que la chute du marché des véhicules avait principalement été impactée par une réorientation des économies vers le logement. Jusqu'aux acheteurs d'or cassé qui interpellent les passants sur la rue Larbi Ben M'hidi tout en se plaignant de la faiblesse de l'écoute dont ils font l'objet. Tous ces opérateurs, pour utiliser un terme à la mode, estiment que cette situation est due à l'AADL. Comprenez par-là que les demandeurs de logements réduisent drastiquement leur consommation pour faire face à la toute prochaine échéance de la seconde tranche du coût de leur logement.

Les économies vont de la voiture aux achats alimentaires non nécessaires comme les jus et les sucreries, à l'électroménager et à la téléphonie. Les bénéficiaires et futurs bénéficiaires représentent près d'un million d'Algériens pour un programme de construction de 230 000 uni-

tés de logement de formule location-vente, tandis que 400 000 autres unités sont prévues dans le prochain programme quinquennal, ce qui va amener l'AADL à mettre en chantier plus de 105 000 unités par an durant les cinq prochaines années. En matière d'acquisition, le bénéficiaire doit s'acquitter d'un apport initial de 25% du prix du logement qu'il règlera en 3 tranches : 10% du prix est versé au titre d'une option d'acquisition, 5% à la remise des clés, 5% à la signature de la décision de pré-affectation et enfin 5% à la signature du contrat de location-vente.

D'un point de vue purement pécuniaire, le prix de cession ou de vente des logements AADL représente des budgets importants pour les ménages. Les souscripteurs ayant déposés leurs demandes en 2001 et 2002 devront payer 140 millions de centimes pour un F3 et 170 millions de centimes pour un appartement F4. Les autres souscripteurs paieront 280 millions pour un F3 (sans l'aide de la CNL), ce qui nous fait une première tranche de 21 millions de centimes. Pour un F4 il faut s'acquitter de 270 millions (avec l'aide de la CNL), soit une première tranche de 27 millions de centimes. Les postulants AADL bénéficient d'un crédit sans intérêt (0%) à concurrence de 75% du prix du logement. Ce crédit est accordé par le Trésor public.

Le gros des postulants appartient aux classes moyennes inférieures, soit celles qui constituent le gros des consommateurs des produits qui sont le plus touchés par la baisse des consommations. Sacré dilemme donc, surtout au moment où il est question de relancer la production industrielle et la consommation du produit national.

S. A. O.

Police

Une nouvelle campagne de collecte de sang lancée

UNE CAMPAGNE de collecte de sang a été lancée hier et pour la deuxième fois consécutive cette année par la sûreté de wilaya sous le slogan «Sauver des vies humaines est notre préoccupation». Cette deuxième initiative qui s'étalera sur trois jours est lancée à travers tous les commissariats, brigades des frontières maritime et aérienne, les unités républicaines de Oued-Ghir et Aokas, le centre de repos familial, la BMPJ d'Adekar,

etc. Cette opération est chapeautée par le staff médical des activités sociales, sanitaires et sportives, de la sûreté de wilaya et le staff médical qui «œuvrera à amasser le maximum de poches de sang pour sauver des vies humaines». «Tous les moyens humains et matériels sont mobilisés pour réussir cette initiative», souligne la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

H.C.

PLAN VIGIPIRATE RENFORCÉ EN FRANCE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Le Conseil de la langue arabe honore un chercheur algérien en optique physique

Mohamed Bourenane, membre de l'Académie royale des sciences en Suède

■ Le Conseil supérieur de la langue arabe (CSLA) a honoré, lundi, Mohamed Bourenane, chercheur algérien en optique physique et membre de l'Académie royale des sciences en Suède.

Par Halim N.

Lors de cette cérémonie à laquelle ont pris part des professeurs et d'anciens ministres, le président du CSLA, Azeddine Mihoubi a salué le parcours exceptionnel de Mohamed Bourenane, rappelant qu'il figurait parmi ceux qui avaient connu de francs succès à l'étranger grâce à leur persévérance et leur volonté. Mohamed Bourenane a été élu à l'unanimité membre de l'Académie royale des sciences en Suède, a indiqué le président du CSLA. Enumérant les qualités du chercheur algérien, M. Mihoubi a tenu à souligner que ce dernier «a été formé par l'Université algérienne». Bourenane, qui est à la tête d'une équipe de chercheurs

dans plusieurs spécialités à l'Académie, figure parmi «les quelques scientifiques et chercheurs qui ont maintenu le contact avec leurs proches et leur pays d'origine», selon M. Mihoubi. L'Algérie «est fière» de telles personnalités qui servent d'exemples aux générations montantes, a-t-il soutenu. Pour sa part, M. Bourenane s'est dit honoré d'une telle distinction, se disant «fier d'être issu de l'école algérienne». S'agissant de son travail à l'Académie, M. Bourenane a rappelé qu'il était spécialiste en informatique quantitative, une nouvelle spécialité qui regroupe entre la physique quantitative, les mathématiques et l'informatique, soulignant que ses applications

«seront révolutionnaires pour l'avenir de la science et des technologies après une cinquantaine d'années». Le chercheur s'est dit disposé à contribuer au développement de la recherche scientifique en Algérie et à participer avec des chercheurs et des scientifiques de l'étranger à diffuser la science dans divers domaines. Il a appelé les autorités concernées en Algérie à «élaborer un cadre juridique pour les cadres de l'Etat, les chercheurs et les ulémas résidant à l'étranger pour leur permettre de servir leur pays». Mohamed Bourenane a été élu membre de l'Académie royale des sciences de Suède lors de son assemblée générale le 12 novembre 2014.

H. N./APS

Annoncé par Hamid Grine

Une bibliothèque dans chaque station radio

LE MINISTRE de la Communication, Hamid Grine, a mis l'accent dimanche à Sidi Bel-Abbès sur la nécessité de doter les stations radiophoniques en bibliothèques. «Tous les projets de création de radios doivent comporter un espace de documentation», a précisé le ministre à l'issue d'une séance de présentation de la fiche technique du futur siège de la radio de Sidi Bel-Abbès. Observant l'absence de bibliothèque dans les données présentées, M. Grine a insisté auprès des responsables de l'opération de reprendre l'étude de sorte à inclure l'espace manquant. «Une bibliothèque permet aux journalistes de consolider leurs connaissances, c'est aussi un outil indispensable pour les étudiants et stagiaires en formation à la station», a-t-il expliqué, ajoutant qu'il est impératif pour les bureaux d'études sollicités de prévoir une salle dédiée à la documentation. Le ministre s'est toutefois félicité des aspects architecturaux et esthétiques décrits dans la vidéo de la maquette en trois dimensions (3D) du futur siège de la radio de Sidi Bel-Abbès. «La conception est excellente, mais il faut anticiper et voir grand», a-t-il préconisé, faisant remarquer qu'il faut construire «pour le futur, réfléchir à l'horizon 2035», quand les besoins des auditeurs seront encore plus importants. Le projet de la future station radio de Sidi Bel-Abbès évolue actuellement au stade du lancement de l'appel d'offres à l'intention des entreprises de réalisation. L'importance de la formation, du professionnalisme et de l'éthique a été également mise en relief par le ministre au cours d'une visite aux studios de l'actuel siège de la radio de Sidi Bel-Abbès.

R.N./APS